



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie
UID 65/32**

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2026-01-26-00002

**portant changement d'exploitant de la carrière de calcaire, des installations de premier
traitement et de transit des matériaux au lieu-dit « Layous » sur la commune de Viger (65100)**

Société des Établissements RESCANIERES

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-47 et R. 516-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 3 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel de prescription générale du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières incluant différents modèles d'attestations ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

Vu la circulaire ministérielle du 9 mai 2012, relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 1997 autorisant la SARL « SOCIÉTÉ des CARRIÈRES du LAVEDAN » à exploiter une installation de broyage et concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de VIGER ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-120-02 du 30 avril 2002 autorisant la SARL « SOCIÉTÉ des CARRIÈRES du LAVEDAN » à exploiter une carrière, à ciel ouvert, de calcaire et de dolomie sur le territoire de la commune de VIGER ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-172-04 du 21 juin 2010 portant mesure de sécurité pour la carrière de calcaire et de dolomie exploité par la SARL « SOCIÉTÉ des CARRIÈRES du LAVEDAN » sur le territoire de la commune de VIGER ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012207-0002 du 25 juillet 2012 modifiant les arrêtés préfectoraux n°2002-120-02 du 30 avril 2002 et n° 2010-172-04 du 21 juin 2010 susvisés ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014083-0049 du 24 mars 2014 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-120-02 du 30 avril 2002 susmentionné ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014127-0009 du 7 mai 2014 modifiant l'article 34 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014083-0049 du 24 mars 2014 susvisé, ainsi que les arrêtés préfectoraux du 13 octobre 1997 et 30 avril 2002 susvisés ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2021-10-15-00001 du 15 octobre 2021 modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014083-0049 du 24 mars 2014 susmentionné ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu la demande transmise le 17 septembre 2025 par la société des Établissements RESCANIERES, sollicitant le transfert à son profit de l'autorisation environnementale d'exploiter la carrière de calcaire sise à VIGER et actuellement exploitée par la SARL « SOCIÉTÉ CARRIÈRES DU LAVEDAN » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 6 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur, par courriel du 23 janvier 2026, pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant, par courriel du 23 janvier 2026, signalant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté susmentionné ;

Considérant que la demande de changement d'exploitant ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la déclaration faite par le nouvel exploitant est conforme aux dispositions de l'article R.181-47 du code de l'environnement, du fait qu'elle comprend l'ensemble des pièces requises permettant le transfert de l'autorisation environnementale au bénéfice du demandeur ;

Considérant néanmoins que l'exploitant est tenu de fournir au préfet l'acte de cautionnement solidaire actualisé préalablement à la mise en service de l'exploitation et de justifier du droit d'exploiter le foncier ;

Considérant que la nature de la demande ne rend pas nécessaire l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), formation spécialisée « carrière »;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1 : Identification

À compter du 1 janvier 2026, la société des Établissements RESCANIERES dont le siège social est situé à ROUMENGOUX (09500), SIRET n° 30026525300025, est autorisée à exploiter au lieu-dit « Layous » sur le territoire de la commune de Viger (65100), sous l'appellation commerciale « Carrières du LAVEDAN », une carrière de calcaire, les installations de premier traitement et de transit des matériaux, en lieu et place de la SARL « Société Carrières du LAVEDAN », et ce, sous réserve du respect des dispositions détaillées aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : Cadre réglementaire

L'exploitation de la carrière et des installations associées sont conduites conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux précédemment délivrés et visés au présent arrêté, ainsi qu'aux prescriptions des arrêtés ministériels sectoriels des rubriques de la nomenclature des installations classées listées par l'autorisation d'exploiter.

Article 3 : Garanties financières

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de produire un acte de cautionnement solidaire portant sur le montant actualisé de la phase en cours dans les conditions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2021-10-15-00001 du 15 octobre 2021.

Article 4 : Droits des tiers

Dans un délai d'un mois à compter la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de transmettre au préfet des Hautes-Pyrénées les éléments lui permettant de justifier qu'il dispose du droit d'exploiter le foncier cadastré par l'arrêté préfectoral d'autorisation (titre de propriété, contrat de forage...).

Article 5 : Information des tiers et publicité

- Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Viger et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de Viger pendant une durée minimale d'un mois.
- Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le M. le maire de la commune de Viger et sera envoyé à la préfecture – DCPAT – Bureau de l'environnement.
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de la DREAL Occitanie,
- M. le Maire de la commune de Viger

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

Pour notification à M. le président de la société des Établissements RESCANIERES

Pour information à Mme la sous-préfète d'Argelès-Gazost

Fait à Tarbes, le 26 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,



Émeline BARRIÈRE

Délai et voie de recours

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique - Télérecours citoyens - accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.